



TECHNOLOGIES DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE CANADA

SUSTAINABLE DEVELOPMENT
TECHNOLOGY CANADA

RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT SUR
L'ADMINISTRATION DE LA *LOI SUR LA PROTECTION DES*
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

Table des matières

| | |
|---|----|
| Introduction..... | 3 |
| Qui nous sommes..... | 3 |
| Responsabilité devant le Parlement..... | 3 |
| Mission..... | 4 |
| Activités liées à la protection des renseignements personnels..... | 4 |
| Interprétation des rapports statistiques sur la protection des renseignements personnels..... | 5 |
| Annexe A – Rapport statistique..... | 7 |
| Annexe B – Rapport statistique supplémentaire..... | 14 |
| Annexe C – Arrêté de délégation en vertu de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> | 15 |

Introduction

Technologies du développement durable Canada (TDDC) est heureuse de présenter au ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, afin qu'il le soumette au Parlement, son rapport annuel sur l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pour la période de référence commençant le 1^{er} avril 2016 et se terminant le 31 mars 2017. Le présent rapport est soumis conformément à l'article 72 de la *Loi*.

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1983. Elle accorde aux personnes le droit d'accéder aux renseignements les concernant détenus par le gouvernement, sous réserve de certaines exceptions précises et limitées. De plus, la *Loi* protège les renseignements personnels et permet aux personnes d'exercer un contrôle important sur leur collecte, leur utilisation et leur divulgation.

Qui nous sommes

Technologies du développement durable Canada (TDDC) est une fondation créée par le gouvernement du Canada afin de soutenir les entreprises canadiennes ayant le potentiel de devenir des chefs de file mondiaux dans le secteur des technologies propres. Elle aide ces entreprises à procéder au développement et à la démonstration de nouvelles technologies environnementales qui visent à résoudre les problèmes liés au changement climatique, à la pureté de l'air ainsi qu'à la propreté de l'eau et des sols.

La gouvernance et la surveillance des activités de TDDC sont exercées par un conseil d'administration constitué de 15 membres indépendants qui sont issus du secteur privé et du secteur sans but lucratif de tout le pays et qui représentent un éventail varié d'expérience et de connaissances spécialisées. La surveillance exercée par le conseil d'administration porte notamment sur les responsabilités à l'égard de la gestion des questions financières, des orientations stratégiques et des activités de TDDC. La liste des membres actuels du conseil d'administration et du Conseil des membres de TDDC est disponible à l'adresse www.sdtc.ca.

Responsabilité devant le Parlement

TDDC est responsable non seulement devant son conseil d'administration, mais aussi devant le Parlement du Canada par l'intermédiaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

Dans le cadre de son obligation de rendre compte au Parlement, TDDC se conforme à de nombreuses lois fédérales et fait l'objet d'un certain nombre d'évaluations et d'examen fédéraux qui sont menés par des entités du gouvernement fédéral, dont le Bureau du vérificateur général du Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Dans son Budget de 2017, le gouvernement du Canada a qualifié le Fonds de technologies du DD de programme phare de TDDC et a prévu d'investir 400 M\$ sur cinq ans afin de reconstituer le capital de ce fonds. Il s'agit du plus gros investissement du gouvernement du Canada dans TDDC depuis que celle-ci a été créée en 2001.

Au total, depuis 2001, le gouvernement du Canada a alloué 1 364 M\$ à TDDC.

Mission

La mission de TDDC est de servir de catalyseur et de coordonnateur pour l'écosystème canadien des technologies propres en aidant les entrepreneurs du pays à accélérer le développement et le déploiement de solutions de technologies propres concurrentielles sur le marché mondial.

Pour accomplir cette mission, TDDC s'attache à faire ce qui suit :

1. Financer le développement et la démonstration de nouvelles technologies du développement durable visant à résoudre les problèmes liés au changement climatique, à la pureté de l'air ainsi qu'à la propreté de l'eau et des sols;
2. Encourager et favoriser les collaborations et des partenariats innovateurs entre le secteur privé, les établissements d'enseignement, les organisations sans but lucratif et d'autres entités ayant des mandats similaires au sien afin de procéder au développement et à la démonstration de technologies environnementales visant à résoudre les problèmes liés au changement climatique, à la pureté de l'air ainsi qu'à la propreté de l'eau et des sols;
3. Promouvoir une diffusion rapide des nouvelles technologies du développement durable dans les principaux secteurs économiques au Canada.

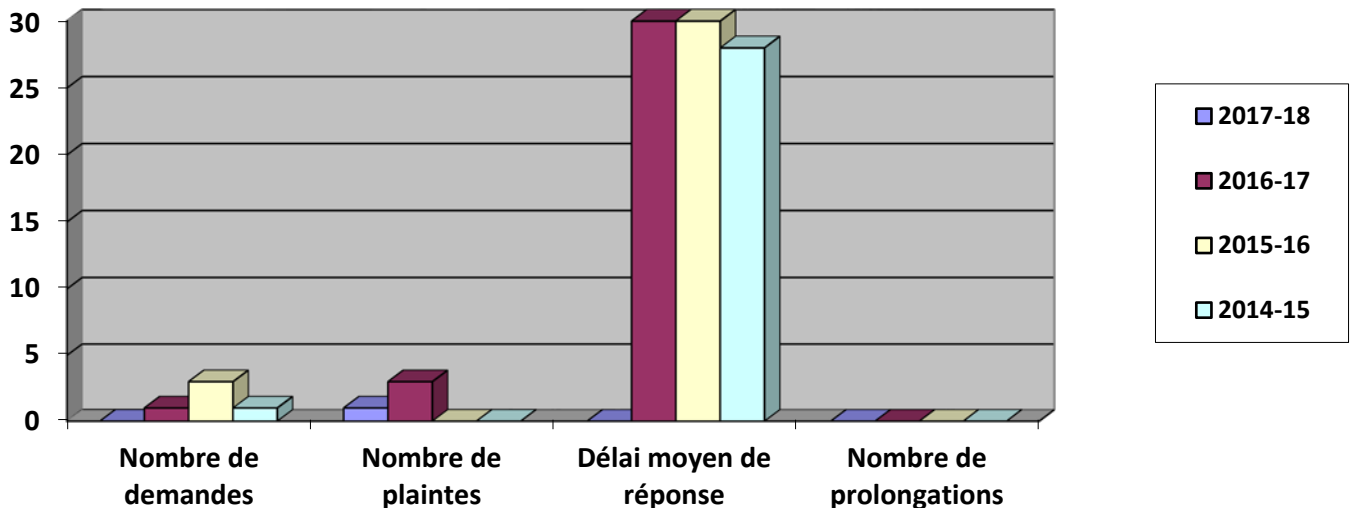
Activités liées à la protection des renseignements personnels

La présidente-directrice générale est la chef désignée de la fondation en ce qui concerne la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Avec le soutien du vice-président, Rendement, elle s'occupe d'élaborer, de coordonner et de mettre en œuvre des politiques, des lignes directrices, des systèmes et des procédures appropriés pour traiter efficacement les demandes soumises en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels compte une coordonnatrice de l'AIPRP et s'appuie sur les avis et les conseils de consultants et d'avocats en fonction de ses besoins.

Le Bureau s'occupe, entre autres, des tâches suivantes :

- traiter les demandes relatives à la *Loi*;
- élaborer et tenir à jour des politiques, des procédures et des lignes directrices visant à assurer le respect de la *Loi* par TDDC;
- sensibiliser TDDC aux obligations que la *Loi* impose aux organismes du gouvernement;
- veiller à ce que TDDC respecte la *Loi*, les règlements, ainsi que les procédures et politiques pertinentes;
- rédiger des rapports annuels destinés au Parlement ainsi que d'autres rapports obligatoires, de même que tout autre document requis par les organismes centraux;
- représenter TDDC auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada ainsi que d'autres organismes et fonds gouvernementaux concernant l'application de la *Loi* dans le cadre des activités de TDDC;
- aider TDDC à honorer ses engagements relatifs à une ouverture et à une transparence plus grande en communiquant l'information de façon proactive et en la divulguant par des voies informelles.

Interprétation des rapports statistiques sur la protection des renseignements personnels



D'après l'analyse statistique ci-dessus qui compare les résultats de cet exercice à ceux des trois exercices précédents, TDDC a reçu un nombre inférieur de demandes au titre de la protection des renseignements personnels. Notre organisme s'est équipé d'un logiciel de traitement des demandes d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels qui accélère la gestion et le traitement des dossiers. Ce logiciel de traitement des demandes d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels permet de faire le suivi des demandes et d'avertir la coordonnatrice de l'approche des échéances. Il poursuit aussi sa mise en œuvre d'un système de gestion des documents électroniques qui lui permettra de réduire grandement le temps passé à rassembler les documents demandés.

Pendant la période de référence, TDDC n'a reçu aucune demande au titre de la protection des renseignements personnels.

TDDC a reçu une plainte relative à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période de référence. TDDC travaille en étroite collaboration avec le Commissariat à la protection de la vie privée pour répondre aux plaintes. Notre façon de procéder pour répondre aux plaintes est très détaillée et permet de bien soutenir nos décisions au sujet de l'information divulguée en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Par conséquent, la majorité des plaintes déposées à l'encontre de TDDC ont été jugées non fondées et donc résolues.

Au total, six séances de formation formelle ont été données au cours de la période de référence suivi par 38 personnes. La coordonnatrice a participé à des réunions communautaires trimestrielles organisées par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les membres de la direction et du personnel ont pu obtenir de façon continue des avis et des recommandations des conseillers lorsqu'ils en faisaient la demande.

Aucune vérification n'a été effectuée au cours de la période de référence.

Aucune nouvelle politique, ligne directrice ou procédure liée à la protection des renseignements personnels et propre à TDDC n'a été mise en œuvre à TDDC au cours de la période de référence.

Il n'y a eu aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉCV) au cours de la période de référence.

Aucune nouvelle activité de partage de données n'a été entreprise au cours de la période de référence.

Au cours de la période de référence, TDDC n'a effectué aucune communication au sens de l'alinéa 8(2)m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Pendant la période de référence, aucune atteinte significative à la vie privée ne s'est produite.

Pour la période 2016-2017, les coûts directement liés à l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* sont estimés à 6 932 \$.

| | |
|-----------------------------------|----------|
| Employé(e)s | 5 490 \$ |
| Honoraires de conseiller | 1 442 \$ |
| Matériel et fournitures de bureau | 0 \$ |

ANNEXE A – Rapport statistique



Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution Technologies du développement durable Canada

Période d'établissement de rapport : 2017-04-01 au 2018-03-31

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

| | Nombre de demandes |
|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 |
| Total | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 |

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|----------|--------------------|---------------|--------------------|---------|--------------------|
| 18(2) | 0 | 22(1) a)(i) | 0 | 23 a) | 0 |
| 19(1) a) | 0 | 22(1) a)(ii) | 0 | 23 b) | 0 |
| 19(1) b) | 0 | 22(1) a)(iii) | 0 | 24 a) | 0 |
| 19(1) c) | 0 | 22(1) b) | 0 | 24 b) | 0 |
| 19(1) d) | 0 | 22(1) c) | 0 | 25 | 0 |
| 19(1) e) | 0 | 22(2) | 0 | 26 | 0 |
| 19(1) f) | 0 | 22.1 | 0 | 27 | 0 |
| 20 | 0 | 22.2 | 0 | 28 | 0 |
| 21 | 0 | 22.3 | 0 | | |

2.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|----------|--------------------|----------|--------------------|----------|--------------------|
| 69(1) a) | 0 | 70(1) | 0 | 70(1) d) | 0 |
| 69(1) b) | 0 | 70(1) a) | 0 | 70(1) e) | 0 |
| 69.1 | 0 | 70(1) b) | 0 | 70(1) f) | 0 |
| | | 70(1) c) | 0 | 70.1 | 0 |

2.4 Support des documents communiqués

| Disposition | Papier | Électronique | Autres |
|-------------------------|--------|--------------|--------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

| Disposition des demandes | Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 101 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|--------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.5.3 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique | Renseignements entremêlés | Autres | Total |
|--------------------------|----------------------|----------------|---------------------------|----------|----------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

| Nombre de demandes fermées après le délai statutaire | Motif principal | | | |
|--|-------------------|----------------------|----------------------|--------|
| | Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.6.2 Nombre de jours de retard

| Nombre de jours de retard | Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé | Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé | Total |
|---------------------------|--|--|-------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

2.7 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 3 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

| Alinéa 8(2)e) | Alinéa 8(2)m) | Paragraphe 8(5) | Total |
|---------------|---------------|-----------------|-------|
| 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

| Disposition des demandes de correction reçues | Nombre |
|---|--------|
| Mentions annexées | 0 |
| Demandes de correction acceptées | 0 |
| Total | 0 |

PARTIE 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 15a)(i) Entrave au fonctionnement | 15a)(ii) Consultation | | 15b) Traduction ou conversion |
|--|---|--------------------------|--------|-------------------------------------|
| | | Article 70 | Autres | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

5.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 15a)(i) Entrave au fonctionnement | 15a)(ii) Consultation | | 15b) Traduction ou conversion |
|------------------------|---|--------------------------|--------|-------------------------------------|
| | | Article 70 | Autres | |
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de | 0 | 0 | 0 | 0 |

6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 7- Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

7.1 Demandes auprès des services juridiques

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 101 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 101 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 8 - Plaintes et enquêtes

| Article 31 | Article 33 | Article 35 | Recours judiciaire | Total |
|------------|------------|------------|--------------------|-------|
| 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |

PARTIE 9 - Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

| | |
|-------------------------|---|
| Nombre d'ÉFVP terminées | 0 |
|-------------------------|---|

PARTIE 10 - Ressources liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels***10.1 Coûts**

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|---------|----------------|
| Salaires | | \$5,490 |
| Heures supplémentaires | | \$0 |
| Biens et services | | \$1,442 |
| • Contrats de services professionnels | \$1,442 | |
| • Autres | \$0 | |
| Total | | \$6,932 |

10.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels |
|---|---|
| Employés à temps plein | 0.09 |
| Employés à temps partiel et occasionnel | 0.00 |
| Employés régionaux | 0.00 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.01 |
| Étudiants | 0.00 |
| Total | 0.10 |

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

ANNEXE B – Rapport statistique supplémentaire

Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) achevées

| Institution | Nombre d'ÉFVP achevées |
|---|------------------------|
| Technologies du développement durable du Canada | 0 |

ANNEXE C – Arrêté de délégation

Loi sur la protection des renseignements personnels

Par la présente, en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels**, le chef désigné de la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable délègue les pouvoirs et les fonctions du chef de l'institution aux personnes occupant les postes indiqués en annexe, conformément aux articles de la *Loi* mentionnés en annexe en regard de chaque poste concerné.



Présidente-directrice générale

Date:

le 29 mai 2018

*L.C. 1980-82, ch. 111

| Article, paragraphe ou alinéa de la Loi | Description | VP, Rendement |
|---|--|---------------|
| 8(2) <i>j</i>) | Communication à des fins de recherche | X |
| 8(2) <i>m</i>) | Communication dans l'intérêt public ou d'une personne | Non délégué |
| 8(4) | Conservation des copies des demandes en vertu de 8(2) <i>e</i>) | X |
| 8(5) | Avis de communication en vertu de 8(2) <i>m</i>) | X |
| 9(1) | Conservation d'un relevé des cas d'usage | X |
| 9(4) | Usages compatibles | X |
| 10 | Versement des renseignements personnels dans des fichiers de renseignements personnels | X |
| 14 | Notification lors d'une demande de communication | X |
| 15 | Prorogation du délai | X |
| 17(2) <i>b</i>) | Version de la communication | X |
| 17(3) | Communication sur support de substitution | X |
| 18(2) | Exception (fichiers inconsultables) – autorisation de refuser | X |
| 19(1) | Exception – renseignements obtenus à titre confidentiel | X |
| 19(2) | Exception – cas où la divulgation est autorisée | X |
| 20 | Exception – affaires fédéro-provinciales | X |
| 21 | Exception – affaires internationales et défense | X |
| 22 | Exception – application de la loi et enquêtes | X |
| 23 | Exception – enquêtes de sécurité | X |
| 24 | Exception – individus condamnés pour une infraction | X |
| 25 | Exception – sécurité des individus | X |
| 26 | Exception – renseignements concernant un autre individu | X |
| 27 | Exception – secret professionnel des avocats | X |
| 28 | Exception – dossiers médicaux | X |
| 31 | Avis d'enquête | X |
| 33(2) | Droit de présenter ses observations | X |
| 35(1) | Conclusions et recommandations du Commissaire à la protection de la vie privée | X |
| 35(4) | Communication accordée | X |